

Questions orales

Je répète ce que j'ai dit il y a un instant. Le président et d'autres dignitaires américains ont manifesté un certain intérêt pour les investissements, comme l'a dit le premier ministre à la Chambre hier. Je suis au courant de tous les débats et de toutes les discussions. A ma connaissance, personne n'a proposé de laisser la bride sur le cou aux Américains en matière d'investissements au Canada, personne, sauf le Parti libéral et le Nouveau parti démocratique. S'ils le désirent, nous pas.

M. Axworthy: Je rappelle tout simplement au secrétaire d'État que ce n'est pas nous qui avons dit cela, mais le négociateur en chef pour le Canada, M. Reisman; il a dit que les Américains voulaient parler de liberté totale d'investissement.

LE RAPPORT DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré qu'il était au courant de tout ce qui se passe. Il a probablement connaissance du rapport sur les barrières commerciales étrangères publié l'automne dernier par le bureau du représentant commercial américain, et décrivant les négociations bilatérales avec les États-Unis. On y trouve ce passage:

Les États-Unis ont instamment demandé au Canada de libéraliser la Loi sur Investissement Canada . . .

Il est ensuite question des domaines, par exemple la culture, l'énergie et les ressources. Le texte dit ceci:

Les États-Unis vont soulever le problème du traitement imposé par le Canada aux investissements étrangers à l'occasion des négociations bilatérales sur le libre échange.

Ce que j'affirme, c'est que les Américains eux-mêmes ont déjà déclaré que la question avait été soulevée et qu'ils demandaient une libéralisation. Ceci étant clairement dit, ne conviendrait-il pas que le gouvernement, comme il en a eu l'occasion ce matin, déclare simplement que nous ne sommes pas prêts à discuter dans ces négociations d'investissements étrangers autres que les investissements liés au commerce extérieur, et qu'il n'est pas question d'accepter un élargissement de la question des investissements? Pourquoi le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ne l'affirme-t-il pas immédiatement? Pourquoi a-t-il refusé de le faire? Est-ce en fait parce que le gouvernement s'apprête encore une fois à céder et à se dégonfler?

● (1130)

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Afin que les choses soient parfaitement claires, monsieur le Président, je précise que l'expression «droit absolu» qui est erronée ne vient pas de nous. C'est une expression du parti libéral et elle est erronée.

M. Guilbault (Saint-Jacques): On dirait un perroquet, un disque rayé.

M. Clark (Yellowhead): L'expression «liberté totale» qui a été utilisée par le parti libéral et qui est erronée, n'appartient pas à notre langage, mais à celui du parti libéral.

Ce qui s'est passé, et je l'ai dit deux fois aujourd'hui, après que le premier ministre l'ait lui-même déclaré hier, c'est que

les États-Unis se sont déclarés favorables d'une manière générale à une discussion sur les investissements. Au cours de la dernière série de négociations auxquelles ont participé l'ambassadeur Reisman et l'ambassadeur Murphy, les États-Unis ont précisé oralement certaines des questions qui les intéressent, et il n'est nullement question là-dedans d'accès sans entrave, nullement question de porte grande ouverte, nullement question de genre de concessions qu'évoquent à tort le parti libéral et ses amis socialistes à la Chambre des communes pour semer la panique.

Quand nous aurons une idée concrète de ce que les Américains souhaitent discuter, le Conseil des ministres du Canada en discutera et déterminera s'il est ou non dans l'intérêt du Canada que notre négociateur accepte de négocier et d'étudier ces propositions concrètes.

LES INVESTISSEMENTS NON COMMERCIAUX

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, il fait certes bon voir le secrétaire d'État aux Affaires extérieures de si bonne humeur ce matin.

Je veux poursuivre sur le même sujet. Comme le ministre le sait pertinemment, jusqu'à maintenant, pour ce qui est des investissements, les pourparlers commerciaux se sont toujours limités aux investissements commerciaux. M. Reisman a déclaré à deux reprises qu'il avait signalé directement au Cabinet que les États-Unis souhaitaient aller plus loin. Le premier ministre, dont le ministre vient tout juste de parler, a déclaré hier à la Chambre: «Il s'agit maintenant d'ouvrir la porte toute grande aux investissements commerciaux, ce qui a toujours été le cas.» Ainsi, le premier ministre prétend que les négociations se limitent à des questions commerciales, ce qui va à l'encontre des affirmations de M. Reisman. Le gouvernement pourrait-il nous donner une réponse très claire à cette question? Les investissements non commerciaux sont-ils à négocier?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Les investissements non commerciaux sont-ils à négocier?

M. Broadbent: Oui.

M. Clark (Yellowhead): Tout d'abord, permettez-moi de souhaiter la bienvenue au chef du Nouveau parti démocratique qui revient du Québec. J'espère sincèrement qu'il a pu tenter de mettre fin aux dissensions que l'accord du lac Meech a créées au sein de son parti.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark (Yellowhead): Une fois cela fait, je l'invite à se pencher sur les divergences d'opinions marquées qui existent au sein de son parti au sujet des questions commerciales, de l'OTAN, de NORAD, et d'autres questions.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Mazankowski: Pelotonnez-vous davantage contre lui, Lloyd.